

Van der Bellen a gagné les nouvelles élections présidentielles : pourquoi son opposant populiste a- t-il même perdu des voix depuis mai ?

Mario Gavenda

Mario Gavenda est étudiant en thèse de Sciences politiques à l'Université de Vienne, et récemment diplômé d'un programme de troisième cycle universitaire à l'Institut d'Études Avancées de Vienne. Ses recherches actuelles portent sur l'impact de la politisation des affaires européennes sur les partis politiques et leurs dynamiques internes. Mario Gavenda s'intéresse plus largement à l'intégration européenne, aux partis politiques et aux politiques de mondialisation.

Van der Bellen a gagné les nouvelles élections présidentielles : pourquoi son opposant populiste a-t-il même perdu des voix depuis mai ?

Mardi 6 décembre, les résultats définitifs du nouveau deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne ont été annoncés, donnant l'ancien dirigeant du parti des Verts Alexander van der Bellen victorieux avec 53,79 % des voix contre Norbert Hofer du parti populiste d'extrême-droite, le Parti de la Liberté (FPÖ) avec 46,21 % des voix. La distance entre les deux candidats a été multipliée par plus de dix depuis l'élection initiale en mai ; de seulement 30 000 votes à presque 350 000 votes. Ce résultat fait l'effet d'une surprise, y compris pour les observateurs internationaux, qui retenaient leur souffle devant l'Autriche qui était sur le point d'être emportée par la marée populiste qui avait apporté le Brexit et une présidence de Trump. Bien que la réflexion sur une année électorale extraordinaire continuera bien en 2017, quels sont les principaux éléments à retenir de ce nouveau scrutin ?

D'un côté, la logique des votes apparaît comme une copie de celle observée lors de la première tentative d'élire un Président en mai et ressemble également aux derniers scrutins au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le comportement électoral diffère fortement en fonction de l'éducation, du genre, de l'habitat en milieu urbain ou rural et des perspectives d'avenir de chaque personne.

D'une façon quasi-identique aux chiffres de mai, 85 % des ouvriers ont voté pour Hofer mais 83 % des votants avec un niveau d'éducation plus élevé ont donné leur voix à Van der Bellen. En effet, un sondage réalisé le jour du scrutin a confirmé que seul un petit nombre d'électeurs a changé d'un candidat à l'autre durant les six derniers mois (le gain net de Van der Bellen dans les votes de Hofer est estimé à 43 000 sur un total de près de 2,5 millions).

Dans le même temps, Van der Bellen a gagné quelques points de pourcentage à travers tout le pays. Le taux de participation était encore plus haut cette fois (avec 74,21 % contre 72,65%), contrairement aux attentes habituelles d'une lassitude des électeurs lors du nouveau scrutin. Cela montre un effort de mobilisation qui a rencontré un succès remarquable chez la campagne de Van der Bellen mais pas chez le FPÖ. Pour Hofer, qui a également perdu des votes en termes absolus depuis mai, les victoires du Brexit et de Trump n'ont pas déclenché un élan suffisant. Au contraire, après que des sondages ont montré que les Autrichiens n'étaient pas en faveur d'un « Öxit »², le point de vue du FPÖ sur l'UE s'est adouci, Hofer répétant son attachement à l'UE et à la continuation de son développement. Les liens forts du parti avec des dirigeants eurosceptiques tels que Marine Le Pen ont moins été mis en avant et les prédictions de Nigel Farage concernant une victoire de Hofer et ainsi un référendum sur la sortie de l'UE ne furent pas du tout vues d'un bon oeil par le FPÖ. Un autre sujet phare, l'immigration, ne joua pas le même rôle central qu'il avait eu dans la première moitié de 2016. Le nombre d'arrivées bien plus faible de réfugiés en Europe centrale fit disparaître le sujet de l'actualité des dernières semaines précédant le nouveau scrutin. Le FPÖ semblait compter sur le ressenti existant à l'égard de l'« establishment », tout en développant dans le même temps une image d'homme d'État respectable pour Hofer. Cette stratégie cependant n'a eu d'effet significatif ni sur le noyau dur de l'électorat ni sur les électeurs indécis.

Alexander Van der Bellen a assumé sans hésiter le rôle du « candidat de l'establishment » et a bien joué ses cartes, en mettant en avant le besoin de raison et de continuité. C'est remarquable dans la mesure où il a dirigé le parti des Verts dans l'opposition pendant plus de dix ans et n'a jamais exercé de poste de direction au gouvernement. Il a en revanche réussi à s'appuyer sur ses références modérées et a fréquemment répété que le rôle de l'Autriche dans l'UE était sa préoccupation principale. Le nombre élevé de soutiens des élites politiques et du monde des affaires, y compris du chancelier social-démocrate et du vice-chancelier conservateur, ne lui ont pas porté préjudice. Beaucoup de maires conservateurs de zones rurales ont maintenant déclaré officiellement leur soutien à Van der Bellen, comme l'a fait le dernier Président Heinz Fischer, qui a quitté son poste en juillet sans successeur et qui jouit d'une grande popularité. Les nombreuses visites dans les zones rurales et la coloration patriotique de sa campagne ont plu aux électeurs conservateurs, tandis que les électeurs de gauche et les libéraux à travers le pays étaient mobilisés à faire campagne activement contre le candidat populiste par les récents événements en-dehors du pays. Finalement une large coalition a participé à la défaite sans appel de Hofer.

Pour l'instant, la montée en puissance du parti d'extrême-droite, le FPÖ, a été stoppée mais il est loin d'être clair combien de temps cela durera. Les partis de gouvernement appartenant à la « grande coalition » ont déclaré à nouveau qu'ils travailleraient ensemble efficacement jusqu'à la fin de leur mandat en 2018 mais les façons dont ils entendent le faire divergent fortement. Beaucoup d'observateurs s'attendent ainsi à des élections anticipées en 2017, le FPÖ étant de façon constante en tête des sondages avec jusqu'à 35 % d'intentions de vote. La rupture déclenchée par une élection présidentielle extraordinaire pourrait ainsi continuer et les vieilles certitudes sur la politique autrichienne pourraient bientôt avoir disparu pour de bon.

L'élection présidentielle autrichienne, tout comme la bonne performance des écologistes de gauche et des socio-libéraux D66 aux Pays-Bas, a révélé un fort potentiel de contre-mobilisation face aux politiques régressives de droite qui ont mené au Brexit, à l'élection de Donald Trump et qui constituent des menaces similaires ailleurs en Europe. Traduire ce potentiel en succès durable pour les forces progressives demande de relever deux défis : il faut premièrement arriver à un projet politique alternatif ambitieux et largement partagé qui repose à la fois sur l'ouverture culturelle et sur la sécurité sociale. Deuxièmement, il s'agit de dépasser la fracture qui a caractérisé les dernières élections (et qui risque de jouer également dans l'élection présidentielle française à venir) et qui passe justement au milieu des coalitions traditionnelles des partis de gauche : les classes ouvrières, qui subissent une forte pression sur le marché du travail et les jeunes, plus particulièrement les diplômés d'université cosmopolites qui placent souvent leurs espoirs pour le futur dans l'Union Européenne.

Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'événements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.
